

# La dégradation du marché du travail francilien est plus marquée qu'au niveau national

En 2024, la demande d'emploi francilienne augmente nettement. En un an, le nombre de personnes inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) augmente de 4,0 % et s'établit, en moyenne, à 1 006 720 au quatrième trimestre 2024. Parmi elles, 625 380 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 381 340 exercent une activité réduite (catégories B, C), soit des hausses respectives de 5,0 % et 2,4 %. Le taux de chômage francilien est quasi stable au quatrième trimestre et s'élève à 7,0 % de la population active.

En Île-de-France, fin 2024, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 5,0 % par rapport à fin 2023 (soit +29 830 personnes) ► **figure 1**. Cette hausse est plus marquée qu'en France hors Mayotte (+3,5 %). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C, c'est-à-dire qui ont travaillé au cours du dernier mois, ralentit (+2,4 % après +5,8 % fin 2023), alors qu'il diminue légèrement au niveau national (-0,3 %). Au total, les demandeurs d'emploi des catégories A, B et C augmentent de 4,0 % (+38 770) pour atteindre 1 006 720 personnes au quatrième trimestre 2024.

Si cette évolution va dans le même sens que celle constatée sur l'ensemble du territoire, la demande d'emploi nationale augmente nettement moins en 2024 (+1,8 % en France hors Mayotte). En revanche, le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), diminue bien plus dans la région (-5,7 % contre -4,2 % en France hors Mayotte).

Au sein de la région, les Hauts-de-Seine enregistrent la plus forte augmentation en catégorie A (+7,8 %), comme en catégories A, B et C (+6,3 %). La hausse des demandeurs d'emploi est également plus marquée qu'au niveau régional

en Seine-et-Marne et dans les Yvelines (respectivement +5,5 % et +4,6 % pour les catégories A, B et C). À l'inverse, c'est dans le Val-d'Oise que la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est la moins forte (+2,8 %), suivie par la Seine-Saint-Denis (+3,1 %).

### La demande d'emploi des plus jeunes repart nettement à la hausse

En Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans augmente très fortement sur un an (+10,6 % en catégorie A et +8,9 % en catégories A, B, C) malgré de faibles augmentations sur les trois premiers trimestres de l'année. La hausse est plus modérée pour les 25 à 49 ans (+4,4 %) et les 50 ans ou plus (+1,2 %) en catégories A, B, C. Tous âges confondus, la demande d'emploi en catégories A, B et C progresse légèrement plus pour les hommes que pour les femmes (0,7 point de différence). Toutefois, pour les 50 ans ou plus, l'écart devient plus important (1,6 point de plus pour les hommes).

La hausse de la demande d'emploi des catégories A, B et C sur un an est largement portée par celle des inscrits depuis moins d'un an : en hausse de 4,7 %,

soit 1,6 point de plus que pour les inscrits depuis un an ou plus. Néanmoins, les évolutions sont très inégales parmi les demandeurs d'emploi de longue durée. Alors que le nombre de demandeurs inscrits depuis deux ans à moins de trois ans augmente très fortement (+12,8 %), celui des demandeurs inscrits depuis trois ans ou plus diminue (-5,2 %).

Sur l'année 2024, le nombre de sorties des catégories A, B, C a fortement diminué (-5,2 %). Ces sorties n'ont toutefois pas suffi pour contribuer positivement sur la demande d'emploi car, dans le même temps, le nombre d'entrées en catégories A, B, C, bien qu'en diminution (-1,2 %), est resté supérieur au nombre de sorties. C'est le motif « fin de contrat » qui contribue le plus à cette moindre baisse : il représente la part la plus importante parmi l'ensemble des motifs d'entrée (17,9 %) et augmente de 2,5 % sur un an.

### Le taux de chômage se stabilise

Au quatrième trimestre 2024, le taux de chômage au sens du BIT est quasi stable, atteignant ainsi 7,0 % en Île-de-France, soit -0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2023 ► **figure 2**. Il reste ainsi à son niveau d'avant-crise sanitaire ► **figure 3**. La baisse est légèrement plus prononcée au niveau national (-0,2 point en un an) où le chômage touche 7,3 % de la population active.

Au sein des départements franciliens, les taux de chômage demeurent hétérogènes fin 2024. À Paris et dans les Hauts-de-Seine, les taux de chômage sont les plus faibles de la région (respectivement 5,7 % et 6,1 %). À l'inverse, bien qu'elle enregistre la plus forte baisse sur l'année (-0,4 point), la Seine-Saint-Denis garde le taux le plus élevé de la région (10,2 %). Le Val-d'Oise est le second département francilien au taux de chômage supérieur à celui observé nationalement (7,9 % contre 7,3 %). ●

Carla Tafial (Drieets Île-de-France)

#### ► Politique de l'emploi

Dans un contexte de dégradation du marché du travail, les politiques de l'emploi évoluent de façon contrastée en 2024. S'agissant des contrats aidés, les contrats initiative emploi diminuent fortement alors que le nombre de contrats en insertion par l'activité économique continue à augmenter, notamment en raison des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (JOP). Le nombre d'emplois francs, visant les demandeurs d'emploi ou les jeunes suivis par une mission locale résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, progresse à nouveau et pourrait être un effet de l'organisation des JOP mais aussi une volonté de maintenir les aides en direction des plus jeunes encore largement touchés par le chômage. Par ailleurs, les contrats en alternance poursuivent leur croissance tandis que le nombre de contrats d'engagement jeune diminue fortement ► **figure 4**.

#### ► Pour en savoir plus

- Site de la Drieets Île-de-France : <https://idf.drieets.gouv.fr>
- Les demandeurs d'emploi, données trimestrielles, Dares : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dossier/les-inscrits-france-travail>

## ► 1. Demandeurs d'emploi en fin de mois

Décomposition	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2024				Évolution 2024 T4 / 2023 T4	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (en % de l'ensemble)	Catégorie A (en % de l'ensemble)	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)
Hommes	512 780	319 450	50,9	51,1	4,4	5,1
Femmes	493 940	305 930	49,1	48,9	3,7	5,0
Moins de 25 ans	110 850	76 270	11,0	12,2	8,9	10,6
De 25 à 49 ans	628 180	381 100	62,4	60,9	4,4	5,7
50 ans ou plus	267 690	168 010	26,6	26,9	1,2	1,2
Inscrits depuis un an ou plus	427 060	nd	42,4	nd	3,1	nd
<i>dont inscrits depuis 2 ans ou plus</i>	230 860	nd	22,9	nd	0,6	nd
<b>Île-de-France</b>	<b>1 006 720</b>	<b>625 380</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>5 491 700</b>	<b>3 135 000</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,8</b>	<b>3,5</b>

nd : Données non disponibles.

**Note :** Données CVS-CJO.

**Avertissement :** Le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

**Source :** France Travail-Dares, STMT.

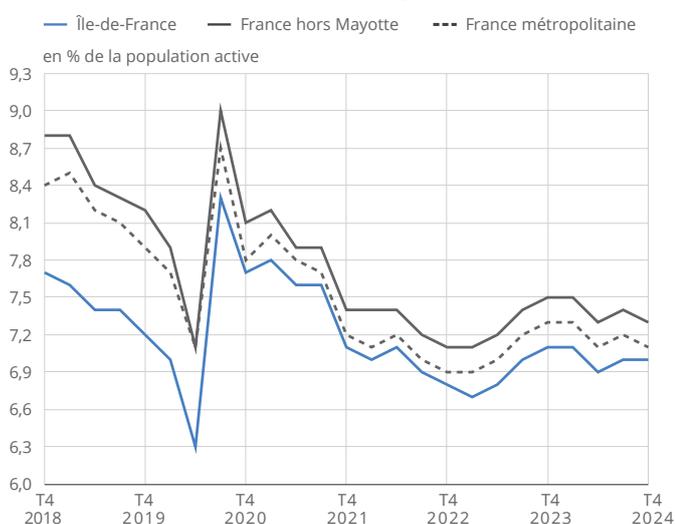
## ► 2. Taux de chômage trimestriel par département

Zonage	en % de la population active				Évolution 2024 T4 / 2023 T4 (points de %)
	2024 T1	2024 T2	2024 T3	2024 T4	
Paris	5,7	5,7	5,7	5,7	-0,2
Seine-et-Marne	6,9	6,8	6,9	6,8	-0,1
Yvelines	6,6	6,5	6,6	6,5	-0,1
Essonne	6,5	6,4	6,5	6,5	-0,1
Hauts-de-Seine	6,0	6,0	6,1	6,1	0,0
Seine-Saint-Denis	10,5	10,2	10,4	10,2	-0,4
Val-de-Marne	7,3	7,2	7,3	7,2	-0,2
Val-d'Oise	8,1	7,9	8,0	7,9	-0,4
<b>Île-de-France</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>-0,1</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>7,5</b>	<b>7,3</b>	<b>7,4</b>	<b>7,3</b>	<b>-0,2</b>

**Notes :** Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

**Source :** Insee, taux de chômage localisés.

## ► 3. Évolution du taux de chômage trimestriel



**Notes :** Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

**Source :** Insee, taux de chômage localisés.

## ► 4. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes en Île-de-France

Type d'aide	2023	2024
<b>Aides à l'emploi (p)</b>	<b>275 902</b>	<b>277 660</b>
<b>dont contrats aidés (p)</b>	<b>40 069</b>	<b>37 927</b>
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	6 678	6 420
Contrats initiative emploi (CUI-CIE) (p)	3 042	932
Insertion par l'activité économique (IAE) (p)	30 349	30 575
<b>dont contrats en alternance</b>	<b>235 833</b>	<b>239 733</b>
Apprentissage	207 874	217 954
Contrats de professionnalisation	27 959	21 779
<b>Accompagnement des jeunes</b>	<b>108 818</b>	<b>105 226</b>
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	46 054	42 462
Contrat d'engagement jeune	62 764	57 802
<i>dont premières entrées</i>	46 600	39 505
<b>Emplois francs (p)</b>	<b>4 936</b>	<b>5 342</b>

(p) Année 2024 provisoire.

**Note :** Extraction du 31/03/2025. Les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

**Source :** Dares.

### ► Avertissement sur les demandeurs d'emploi en fin de mois

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, la Dares et France Travail mettent en œuvre les recommandations du groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (Cnis) : en particulier des indicateurs complémentaires (hors bénéficiaires du RSA et jeunes en CEJ, Pacea ou AJ) sont mis à disposition pour appréhender les évolutions conjoncturelles.

Ces séries alternatives sur les inscrits à France Travail sont diffusées pour l'année 2025 dans les tableaux de bord de la conjoncture et notes trimestrielles ; cependant, pour le bilan économique portant sur 2024, les séries alternatives ne sont pas retenues, afin de garder un niveau de détail plus fin des données, et en raison d'un impact limité de la loi pour le plein emploi, à l'échelle de l'année 2024.

Sur le dernier trimestre de 2024, une évolution dans le formulaire d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A d'environ 36 000 au niveau national, et à réduire d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C.